

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Rivière-du-Loup

Code géographique : 12072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marie Lapointe, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Rivière-du-Loup pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Rivière-du-Loup pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-05 .
(Date)

Signature _____ Date 2017-04-28

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Rivière-du-Loup et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction n'a pas comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du Gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquelles les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Par conséquent, les débiteurs et l'investissement net dans les immobilisations et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

autres actifs sont sous-évalués de 4 861 351 \$ (4 536 297 \$ en 2015) et la dette nette est surévaluée de ce montant. De plus, les débiteurs sont sous-évalués d'un autre montant de 259 563 \$ (255 721 \$ en 2015) et les dépenses constatées à taxer ou à pouvoir sont surévalués du même montant.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe "Fondement de l'opinion avec réserve", les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Rivière-du-Loup et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Rivière-du-Loup inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S11, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A113347

DATE 2017-04-28

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

S/O

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés		
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	27 496 884	27 650 621	27 977 366				27 977 366
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 285 252	2 215 958	2 275 045				2 275 045
Quotes-parts	3							
Transferts	4	1 684 625	1 406 013	1 443 890		278 631		1 722 521
Services rendus	5	6 194 471	5 784 161	6 495 569		2 041 629		7 660 030
Imposition de droits	6	807 277	618 691	900 965				900 965
Amendes et pénalités	7	593 376	813 950	589 667				589 667
Revenus de placements de portefeuille	8							
Autres revenus d'intérêts	9	276 055	238 020	275 269		4 196		279 465
Autres revenus	10	1 439 534	872 502	334 789				334 789
Effet net des opérations de restructuration	11							
	12	40 777 474	39 599 916	40 292 560		2 324 456		41 739 848
Investissement								
Taxes	13							
Quotes-parts	14							
Transferts	15	1 311 077	4 820 268			218 211		218 211
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	16							
Autres	17	306 029	1 692 078	48 586				48 586
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18							
	19	1 617 106	6 512 346	48 586		218 211		266 797
	20	42 394 580	46 112 262	40 341 146		2 542 667		42 006 645
Charges								
Administration générale	21	4 959 266	4 768 223	5 253 205	193 456			5 446 661
Sécurité publique	22	5 737 894	5 022 722	4 988 579	159 305			5 147 884
Transport	23	5 788 433	5 587 486	5 729 601	1 432 169	126 719		7 173 489
Hygiène du milieu	24	8 148 922	8 269 543	8 061 596	3 080 045			11 141 641
Santé et bien-être	25	240 101	250 741	189 598				189 598
Aménagement, urbanisme et développement	26	1 374 611	1 538 234	1 352 954	26 647			1 379 601
Loisirs et culture	27	5 314 238	5 232 656	5 627 625	1 197 738	2 188 077		8 251 272
Réseau d'électricité	28							
Frais de financement	29	1 568 941	1 454 632	1 442 061		55 676		1 497 737
Effet net des opérations de restructuration	30							
Amortissement des immobilisations	31	6 076 025	6 020 251	6 089 360	(6 089 360)			
	32	39 208 431	38 144 488	38 734 579		2 370 472		40 227 883
Excédent (déficit) de l'exercice	33	3 186 149	7 967 774	1 606 567		172 195		1 778 762

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 186 149		7 967 774		1 606 567	172 195	1 778 762
Moins: revenus d'investissement	2	(1 617 106 )	(	6 512 346 )	(	48 586)	(218 211)	(266 797)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 569 043		1 455 428		1 557 981	(46 016)	1 511 965
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	6 076 025		6 020 251		6 089 360	180 974	6 270 334
Produit de cession	5	7 777		40 000		23 098		23 098
(Gain) perte sur cession	6	5 540				5 734		5 734
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	6 089 342		6 060 251		6 118 192	180 974	6 299 166
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9	5 903						
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11	5 903						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats								
Remboursement ou produit de cession	12					22 946		22 946
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	37 337		25 000		75 380		75 380
	15	37 337		25 000		98 326		98 326
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16							
Remboursement de la dette à long terme	17	(5 475 726 )	(	4 775 956 )	(	4 931 836)	(40 355)	(4 972 191)
	18	(5 475 726)		(4 775 956)		(4 931 836)	(40 355)	(4 972 191)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(1 610 835 )	(	1 624 758 )	(	1 771 049)	(7 067)	(1 778 116)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	374 769		(155 479)		103 358		103 358
Excédent de fonctionnement affecté	21	629 739				300 333		300 333
Réserves financières et fonds réservés	22	(834 007)		(935 141)		(744 915)		(744 915)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	25 007		(49 345)		(47 256)		(47 256)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(1 415 327)		(2 764 723)		(2 159 529)	(7 067)	(2 166 596)
	26	(758 471)		(1 455 428)		(874 847)	133 552	(741 295)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	810 572				683 134	87 536	770 670

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 617 106	6 512 346	48 586	218 211	266 797
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(478 977)	(2 421 992)	(2 607 958)	()	(2 607 958)
Sécurité publique	3	(229 928)	(5 395 832)	(934 595)	()	(934 595)
Transport	4	(1 370 699)	(2 632 050)	(1 347 450)	()	(1 347 450)
Hygiène du milieu	5	(3 831 881)	(3 800 181)	(1 253 478)	()	(1 253 478)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(84 136)	()	(22 301)	()	(22 301)
Loisirs et culture	8	(352 195)	(3 968 125)	(532 852)	(124 173)	(657 025)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(6 347 816)	(18 218 180)	(6 698 634)	(124 173)	(6 822 807)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Émission ou acquisition	12	(58 171)	(128 753)	(140 611)	()	(140 611)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 197 000	8 349 573	2 464 500		2 464 500
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	1 610 835	1 624 758	1 771 049	7 067	1 778 116
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16	400 839	146 785	125 198		125 198
Réserves financières et fonds réservés	17	871 164	1 713 471	1 148 659		1 148 659
	18	2 882 838	3 485 014	3 044 906	7 067	3 051 973
	19	(1 326 149)	(6 512 346)	(1 329 839)	(117 106)	(1 446 945)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	290 957		(1 281 253)	101 105	(1 180 148)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé ¹</u>
		Redressé note 20				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 186 149	7 967 774	1 606 567	172 195	1 778 762
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	6 347 816 ) (	18 218 180 ) (	6 698 634 ) (	124 173 ) (	6 822 807)
Produit de cession	3	7 777	40 000	23 098		23 098
Amortissement	4	6 076 025	6 020 251	6 089 360	180 974	6 270 334
(Gain) perte sur cession	5	5 540		5 734		5 734
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(258 474)	(12 157 929)	(580 442)	56 801	(523 641)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	5 903				
Variation des stocks de fournitures	9	5 904		13 300		13 300
Variation des autres actifs non financiers	10	50 011		58 274	3 859	25 727
	11	61 818		71 574	3 859	39 027
	12	2 989 493	(4 190 155)	1 097 699	232 855	1 294 148
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	2 989 493	(4 190 155)	1 097 699	232 855	1 294 148
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(37 807 654)		(35 034 557)	(871 842)	(35 906 399)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	(216 396)				
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(38 024 050)		(35 034 557)	(871 842)	(35 906 399)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(35 034 557)		(33 936 858)	(638 987)	(34 612 251)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		<u>2015</u>	<u>Administration</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
		municipale	Redressé note 20	contrôlés	
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	7 340 971	7 219 881	429 351	7 649 232
Débiteurs (note 5)	2	6 824 018	5 531 968	77 578	5 610 632
Prêts (note 6)	3	131 180	131 180		131 180
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 004 537	1 046 822		1 046 822
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	15 300 706	13 929 851	506 929	14 437 866
PASSIFS					
Découvert bancaire	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	1	1		1
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 256 034	9 570 847	107 316	9 679 249
Revenus reportés (note 12)	12	253 587	322 084	287 650	646 140
Dette à long terme (note 13)	13	40 311 941	37 504 777	750 950	38 255 727
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	513 700	469 000		469 000
	15	50 335 263	47 866 709	1 145 916	49 050 117
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(35 034 557)	(33 936 858)	(638 987)	(34 612 251)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	136 464 964	137 045 406	1 095 594	138 141 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	167 685	167 685		167 685
Stocks de fournitures	19	456 591	443 291		443 291
Autres actifs non financiers (note 17)	20	98 188	39 914	34 260	110 580
	21	137 187 428	137 696 296	1 129 854	138 862 556
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 901 117	1 757 942	23 717	1 781 659
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 410 560	1 407 980	21 401	1 429 381
Réserves financières et fonds réservés	24	2 757 814	2 719 667		2 719 667
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(3 599 949)	(3 383 993)		(3 383 993)
Financement des investissements en cours	26	(441 692)	(1 788 543)	101 105	(1 687 438)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	100 125 021	103 046 385	344 644	103 391 029
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	102 152 871	103 759 438	490 867	104 250 305

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		
	Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 186 149	1 606 567	172 195	1 778 762
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	6 076 025	6 089 360	180 974	6 270 334
Autres					
- Perte cession immobilisations	3	5 540	5 734		5 734
- Ajustement revenus reportés	4				
	5	9 267 714	7 701 661	353 169	8 054 830
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	87 899	1 292 050	(14 030)	1 279 106
Autres actifs financiers	7	24 538			
Créditeurs et charges à payer	8	345 993	314 813	(4 735)	308 992
Revenus reportés	9	(42 194)	68 501	(82 261)	22 646
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(199 900)	(44 700)		(44 700)
Propriétés destinées à la revente	11	5 903			
Stocks de fournitures	12	5 904	13 300		13 300
Autres actifs non financiers	13	50 011	58 274	3 859	25 727
	14	9 545 868	9 403 899	256 002	9 659 901
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	6 347 816 ) (	6 698 634 ) (	124 173 ) (	6 822 807)
Produit de cession	16	7 777	23 098		23 098
	17	(6 340 039)	(6 675 536)	(124 173)	(6 799 709)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 (	58 171 ) (	140 611 ) (		140 611)
Remboursement ou cession	19	37 337	22 946		22 946
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 (
Cession	21		75 380		75 380
	22	(20 834)	(42 285)		(42 285)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23	2 197 000	2 464 500		2 464 500
Remboursement de la dette à long terme	24 (	5 950 568 ) (	5 255 330 ) (	40 355 ) (	5 295 685)
Variation nette des emprunts temporaires	25			(18 985)	(18 985)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	46 052	(16 338)		(16 338)
Autres	27				
-	28				
	29	(3 707 516)	(2 807 168)	(59 340)	(2 866 508)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	(522 521)	(121 090)	72 489	(48 601)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	7 863 492	7 340 971	356 862	7 697 833
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32				
Solde redressé	33	7 863 492	7 340 971	356 862	7 697 833
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	34	7 340 971	7 219 881	429 351	7 649 232

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé</u> ¹	
Rémunération	1	8 450 245	8 723 676	8 511 609	924 198	8 943 794
Charges sociales	2	2 312 255	2 486 239	2 468 224	63 401	2 468 224
Biens et services	3	16 958 065	15 416 235	16 251 979	1 146 223	17 076 448
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 072 640	968 703	948 612	37 505	986 117
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	152 395	132 129	138 652		138 652
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	343 906	353 800	354 797	18 171	372 968
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	776 176	811 533	811 533		811 533
Transferts	10					
Autres	11	117 970	137 167	97 113		97 113
Autres organismes						
Transferts	12					
Autres	13	2 334 359	2 464 770	2 713 189		2 713 189
Amortissement des immobilisations	14	6 076 025	6 020 251	6 089 360	180 974	6 270 334
Autres						
-	15	614 395	629 985	349 511		349 511
-	16					
-	17					
	18	39 208 431	38 144 488	38 734 579	2 370 472	40 227 883

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations	
		2016	2015 Redressé note 20
Revenus			
Taxes	1	27 977 366	27 496 884
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 275 045	2 285 252
Quotes-parts	3		
Transferts	4	1 940 732	3 304 063
Services rendus	5	7 660 030	7 582 059
Imposition de droits	6	900 965	807 277
Amendes et pénalités	7	589 667	593 376
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	279 465	280 737
Autres revenus	10	383 375	1 744 669
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	42 006 645	44 094 317
Charges			
Administration générale	14	5 446 661	5 134 069
Sécurité publique	15	5 147 884	6 002 733
Transport	16	7 173 489	7 300 115
Hygiène du milieu	17	11 141 641	11 166 569
Santé et bien-être	18	189 598	240 101
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 379 601	1 401 195
Loisirs et culture	20	8 251 272	8 087 322
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	1 497 737	1 637 294
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	40 227 883	40 969 398
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 778 762	3 124 919
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	102 471 543	99 563 020
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		(216 396)
Solde redressé	28	102 471 543	99 346 624
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	104 250 305	102 471 543

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalizations	
		2016	2015 Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 778 762	3 124 919
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(6 822 807)	(6 388 085)
Produit de cession	3	23 098	8 253
Amortissement	4	6 270 334	6 230 725
(Gain) perte sur cession	5	5 734	6 434
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(523 641)	(142 673)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		5 903
Variation des stocks de fournitures	9	13 300	5 904
Variation des autres actifs non financiers	10	25 727	32 589
	11	39 027	44 396
	12	1 294 148	3 026 642
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 294 148	3 026 642
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(35 906 399)	(38 716 645)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(216 396)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(35 906 399)	(38 933 041)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(34 612 251)	(35 906 399)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	7 649 232	7 706 482
Débiteurs (note 5)	2	5 610 632	6 879 318
Prêts (note 6)	3	131 180	131 180
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 046 822	1 004 537
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	14 437 866	15 721 517
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		8 649
Emprunts temporaires (note 10)	10	1	18 986
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 679 249	9 359 837
Revenus reportés (note 12)	12	646 140	623 498
Dette à long terme (note 13)	13	38 255 727	41 103 246
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	469 000	513 700
	15	49 050 117	51 627 916
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(34 612 251)	(35 906 399)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	138 141 000	137 617 359
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	167 685	167 685
Stocks de fournitures	19	443 291	456 591
Autres actifs non financiers (note 17)	20	110 580	136 307
	21	138 862 556	138 377 942
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	104 250 305	102 471 543

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 778 762	3 124 919
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	6 270 334	6 230 725
Autres			
- Perte cession immobilisations	3	5 734	6 434
-	4		
	5	8 054 830	9 362 078
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 279 106	86 721
Autres actifs financiers	7		24 538
Créditeurs et charges à payer	8	308 992	349 726
Revenus reportés	9	22 646	(150 162)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(44 700)	(199 900)
Propriétés destinées à la revente	11		5 903
Stocks de fournitures	12	13 300	5 904
Autres actifs non financiers	13	25 727	32 589
	14	9 659 901	9 517 397
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(6 822 807)	(6 388 085)
Produit de cession	16	23 098	8 253
	17	(6 799 709)	(6 379 832)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	(140 611)	(58 171)
Remboursement ou cession	19	22 946	37 337
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21	75 380	
	22	(42 285)	(20 834)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	2 464 500	2 221 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(5 295 685)	(5 982 826)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(18 985)	18 985
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(16 338)	46 052
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(2 866 508)	(3 696 789)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(48 601)	(580 058)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	7 697 833	8 277 891
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	7 697 833	8 277 891
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	7 649 232	7 697 833

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rivière-du-Loup est un organisme municipal constitué en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation des états financiers

Les états financiers [consolidés] sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages [S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé [consolidé] à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme [consolidé] présenté à la page S25.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Ville et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont :

- Corporation de l'Aéroport de Rivière-du-Loup inc.
- Rivière-du-Loup en spectacles
- Les Loisirs de Rivière-du-Loup

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés;

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des instruments financiers très liquides ayant une échéance initiale de trois mois ou moins.

Placements

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût et s'il y a lieu; déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

Prêts

Les prêts sont présentés au coût.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement qu'elle a exploités. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des sites d'enfouissement.

E) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

Infrastructures	de 2,50% à 6,67%
Bâtiments	de 2,50% à 6,67%
Ameublement et équipement de bureau	de 10,00% à 20,00%
Machinerie, outillage et équipement	de 5,00% à 10,00%

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Véhicules	de 5,00% à 20,00%
Autres	à 100,00%

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Ville capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****G) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2014, notamment par la constatation d'un coût des services passés négatif, sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : Valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs.

Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- Intérêts sur la dette à long terme (nets des montants à recouvrer de tiers) : durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 :
- dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- Frais d'assainissement pour les sites contaminés :

- pour le passif constaté au 1er janvier 2015: sur la durée s'échelonnant jusqu'au moment prévu de la réalisation des travaux d'assainissement, incluant la période de décontamination, de chacun des sites contaminés.

- Appariement fiscal pour revenus de transfert :

- pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
- pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

I) Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

J) Autres éléments

Obligations environnementales

La Ville comptabilise un passif environnemental lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	7 649 232	7 706 482
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	1 735 989	1 730 119
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	1 280 127	889 248
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	238 826	1 895 877
Organismes municipaux	7	303 156	755 110
Autres			
- Divers	8	1 973 870	1 553 664
- Organismes consolidés	9	78 664	55 300
	10	5 610 632	6 879 318
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11		323 490
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14		323 490
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	81 434	66 157
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16	131 180	131 180
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20	131 180	131 180
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	1 046 822	1 004 537
Autres placements	23		
	24	1 046 822	1 004 537
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 (42 300)	(73 800)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 (426 700)	(439 900)
	28 (469 000)	(513 700)
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 1 525 000	1 407 200
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30 83 700	44 300
Régimes à cotisations déterminées	31	
Autres régimes (REER et autres)	32	
Régimes de retraite des élus municipaux	33 37 429	35 166
	34 1 646 129	1 486 666
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.		
Note		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	
Note		
10. Emprunts temporaires		
La Ville dispose d'une marge de crédit pour ses opérations, d'un montant de 2 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable en juin 2023.		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	38 2 152 640	1 641 521
Salaires et avantages sociaux	39 1 529 164	1 418 406
Dépôts et retenues de garantie	40 282 555	812 170
Provision pour contestations d'évaluation	41 8 946	28 500
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42 4 424 931	4 331 201
Frais d'assainissement des sites contaminés	43 250 000	250 000
Autres		
- Intérêts courus sur la dette	44 73 531	127 268
- TPS,TVQ, Redevances	45 239 238	310 244
- Autres	46 718 244	440 527
-	47	
-	48	
	49 9 679 249	9 359 837
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	50	
Transferts	51	
Fonds parcs et terrains de jeux	52 153 586	148 481
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	
Société québécoise d'assainissement des eaux	54	
Fonds de développement des territoires	55	
Autres		
- Divers projets	56 136 991	37 193
- Billets de spectacle	57 287 650	369 911
- Fonds de stationnement	58 67 913	67 913
-	59	
	60 646 140	623 498

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

					2016		2015	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	4,15	2017	2036	61	38 531 649	41 169 104	
Obligations et billets en monnaies étrangères					62			
Gains (pertes) de change reportés					63			
					64			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2017	2021	65	38 713	232 439	
Organismes municipaux					66			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67			
Autres					68			
					69	38 570 362	41 401 543	
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(314 635)	(298 297)	
					71	38 255 727	41 103 246	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2017	72	80	4 574 402	88	97	38 713	105	4 613 115
2018	73	81	4 343 668	89	98		106	4 343 668
2019	74	82	3 927 328	90	99		107	3 927 328
2020	75	83	3 846 286	91	100		108	3 846 286
2021	76	84	3 122 246	92	101		109	3 122 246
2022 et +	77	85	18 717 719	93	102		110	18 717 719
	78	86	38 531 649	94	103	38 713	111	38 570 362
Intérêts et frais accessoires				95	()		112	()
	79	87	38 531 649	96	104	38 713	113	38 570 362

Note

	2016		2015	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	114	(29 750 900)	(30 187 999)	
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	(4 861 351)	(5 394 910)	
Autres	116	()	(323 490)	
	117	(34 612 251)	(35 906 399)	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	60 334 204	146	797 570	173		200	61 131 774
Eaux usées	119	35 213 313	147	1 298 995	174		201	36 512 308
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	38 507 586	148	1 927 136	175		202	40 434 722
Autres	121	32 859 341	149	928 141	176		203	33 787 482
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	35 108 379	151	972 696	178		205	36 081 075
Améliorations locatives	124		152		179		206	
Véhicules	125	5 669 117	153	1 023 603	180		207	6 692 720
Ameublement et équipement de bureau	126	2 967 934	154	61 546	181		208	3 029 480
Machinerie, outillage et équipement divers	127	5 888 686	155	253 188	182	192 210	209	5 949 664
Terrains	128	3 251 963	156	32 000	183		210	3 283 963
Autres	129	88 589	157	124 173	184		211	212 762
	130	<u>219 889 112</u>	158	<u>7 419 048</u>	185	<u>192 210</u>	212	<u>227 115 950</u>
Immobilisations en cours	131	7 626 189	159	(596 241)	186		213	7 029 948
	132	<u>227 515 301</u>	160	<u>6 822 807</u>	187	<u>192 210</u>	214	<u>234 145 898</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	23 917 788	161	970 116	188		215	24 887 904
Eaux usées	134	19 777 565	162	1 497 917	189		216	21 275 482
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	19 050 946	163	1 021 370	190		217	20 072 316
Autres	136	7 994 461	164	964 493	191		218	8 958 954
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	9 811 850	166	893 509	193		220	10 705 359
Améliorations locatives	139		167		194		221	
Véhicules	140	3 724 383	168	257 637	195		222	3 982 020
Ameublement et équipement de bureau	141	2 255 276	169	159 177	196		223	2 414 453
Machinerie, outillage et équipement divers	142	3 339 100	170	325 141	197	163 378	224	3 500 863
Autres	143	26 573	171	180 974	198		225	207 547
	144	<u>89 897 942</u>	172	<u>6 270 334</u>	199	<u>163 378</u>	226	<u>96 004 898</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>137 617 359</u>					227	<u>138 141 000</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239	167 685	167 685
Autres	240		
	241	167 685	167 685
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	167 685	167 685
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais reportés	244	76 320	23 736
-	245		
-	246		
Autres			
- Organismes contrôlées	247	34 260	112 571
-	248		
	249	110 580	136 307
Note			

18. Obligations contractuelles

CONTRATS :

La Ville a signé un protocole d'entente avec la Commission Scolaire Kamouraska-Rivière-du-Loup pour une contribution financière pour la construction d'un stade multisport. La Ville s'est engagée à verser une contribution financière de 3 000 000 \$, taxes et ristournes incluses, plus les frais d'intérêt sur cette somme, payable sur une période de 20 ans. Les paiements se feront mensuellement.

La Ville a signé en 2014 un projet d'aménagement d'un terrain de soccer à surface synthétique. La Ville s'est engagée pour 5 ans. Le montant minimum à payer est de 452 360 \$ plus les intérêts. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2016 s'établit à 271 416\$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants:
2017: 90 472 \$ + intérêts
2018: 90 472 \$ + intérêts
2019: 90 472 \$ + intérêts

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION :

La Ville s'est engagée à assumer 10 % du déficit annuel de l'Office Municipal d'Habitation de Rivière-du-Loup. Tout montant que la Ville pourrait être appelée à déboursier sera comptabilisé dans l'exercice en cours.

FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

La Ville est assujettie, en tant qu'employeur, aux dispositions de la Loi favorisant le développement de la main-d'oeuvre. Les montants requis par cette loi ont été consacrés à la formation en 2016.

OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES DE RIVIÈRE-DU-LOUP :

La Ville s'est engagée jusqu'en 2019 par la signature d'une convention. La contribution pour 2016 est de 187 729 \$, cette dernière sera ajustée annuellement selon IPC.

JEUX DU QUÉBEC 2021

La Ville s'est engagée à contribuer financièrement à l'organisation de la Finale des Jeux du Québec, hiver 2021, en remettant un montant minimum de 1 500 000 \$ au comité organisateur pour son fonctionnement. Cette somme sera versée à raison de 250 000 \$ par année à compter de 2016.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville garantit la dette de la Corporation de gestion des terrains sportifs de la Commission scolaire de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 110 834 \$. La Ville assume entièrement le coût de cette dette et le prévoit lors de l'élaboration de son budget annuel.

La Ville garantit les obligations de la Société d'Économie Mixte d'Énergie Renouvelable de la région de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 22 488 000 \$. La direction estime que la probabilité que la Ville ait à engager des coûts importants en raison de cette caution est faible.

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Divers griefs ont été déposés et pour lesquels une étude d'avocats représente les intérêts de la Ville. La direction de la Ville croit au bien-fondé de sa défense. De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement des litiges et le montant, le cas échéant, que la Ville pourrait être appelée à verser. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

La Ville a reclassé le fonds de parcs et terrains de jeux et le fonds de stationnement aux revenus reportés. Le passif au 1er janvier 2016 a été augmenté de 216 394 \$ et les fonds réservés ont été diminué d'autant.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées. Un budget consolidé n'a pu être constitué faute des renseignements nécessaires pour pouvoir le faire, les organismes contrôlés n'ayant pas adopté de budget.

22. Instruments financiers

S/O

		2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	250	7 649 232	7 706 482
Découvert bancaire	251	()	(8 649)
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	()	()
-	257	()	()
-	258	()	()
-	259	()	()
-	260	()	()
-	261	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	7 649 232	7 697 833
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
Excédent (déficit) de l'exercice	273	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()	()
	279		
	280		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	289

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	() (
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 781 659	1 828 872
Excédent de fonctionnement affecté	1 429 381	1 440 387
Réserves financières et fonds réservés	2 719 667	2 730 019
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(3 383 993)	(3 572 154)
Financement des investissements en cours	(1 687 438)	(441 692)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	103 391 029	100 486 111
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	-	-
	104 250 305	102 471 543
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	1 757 942	1 901 117
Organismes contrôlés ¹	23 717	(72 245)
	1 781 659	1 828 872
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Programme technique de restaur	41 890	8 314
- Réclamations dommages et inté	75 000	
- Développement durable	39 871	39 871
- Fonds industriel	347 283	296 951
- ex. RDL photos aériennes	97 571	87 570
- Avantages sociaux futurs	313 860	313 860
- SQAÉ, aqueduc, égout	337 326	476 037
- Fds verts, comp. rec. red. éli	155 179	187 957
-		
	1 407 980	1 410 560
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-		
- Les Loisirs de Rivière-du-Loup	21 401	29 827
-		
	21 401	29 827
	1 429 381	1 440 387
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Bassins	58 998	8 814
- Élections	135 081	90 032
-		
-		
-		
	194 079	98 846
Fonds réservés		
Fonds de roulement	1 811 737	1 752 055
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	713 851	879 118
Organismes contrôlés		
Montant non réservé		
Administration municipale		
Organismes contrôlés		
Fonds local d'investissement		
Fonds local de solidarité		
Autres		
-		
-		
	2 525 588	2 631 173
	2 719 667	2 730 019

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 () ()	()
Régimes non capitalisés	45 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 (394 777) ()	(444 122)
Autres	47 () ()	()
Régimes non capitalisés	48 () ()	()
	49 (394 777) ()	(444 122)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 (250 000) ()	(250 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 (259 564) ()	(255 721)
Autres		
-	53 () ()	()
-	54 () ()	()
	55 (904 341) ()	(949 843)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	57 (4 952) ()	(6 706)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	59 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	60 () ()	()
Autres		
-	61 () ()	()
-	62 () ()	()
	63 (4 952) ()	(6 706)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	65 () ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 () ()	()
Autres		
- Régime retraite policiers	67 (2 474 700) ()	(2 643 400)
-	68 () ()	()
	69 (2 474 700) ()	(2 643 400)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	27 795
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	27 795
	75 (3 383 993) ()	(3 572 154)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76 926 745	863 788
Investissements à financer	77 (2 614 183 ) (	1 305 480)
	78 (1 687 438)	(441 692)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 138 141 000	137 617 359
Propriétés destinées à la revente	80 167 685	167 685
Prêts	81 131 180	131 180
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82 1 046 822	1 004 537
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 139 486 687	138 920 761
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 38 255 727	41 103 246
Frais reportés liés à la dette à long terme	86 314 635	298 297
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 ( ) (	323 493)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 (2 474 700 ) (	2 643 400)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 () ()
	90 36 095 662	38 434 650
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91 (4)	
	92 36 095 658	38 434 650
	93 103 391 029	100 486 111

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment:
-les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariées participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et des pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre de prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coût futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DEMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

-Avantages sociaux futurs:

-pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007: dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative de reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;

-pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées; sur la DMERCA des salariées participants touchés;

-à titre de mesure d'allégement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (73 800)	(213 700)
Charge de l'exercice	5 (1 525 000)	(1 407 200)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 556 500	1 547 100
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(42 300)</u>	<u>(73 800)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 36 063 800	35 133 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>41 788 800</u>)	(<u>41 180 100</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (5 725 000)	(6 046 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>5 682 700</u>	<u>5 991 200</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (42 300)	(55 400)
Provision pour moins-value	13 (<u> </u>)	(<u>18 400</u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(42 300)</u>	<u>(73 800)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u>36 063 800</u>	<u>35 133 500</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>41 788 800</u>)	(<u>41 180 100</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>5 725 000</u>)	(<u>6 046 600</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 178 800	1 045 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>16 800</u>	<u> </u>
	21 1 195 600	1 045 700
Cotisations salariales des employés	22 (570 700)	(515 700)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u> </u>)	(<u> </u>)
	24 624 900	530 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 546 400	540 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 56 500	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 <u> </u>	<u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	29 (18 400)	18 400
Autres	30 <u> </u>	<u> </u>
-	31 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 209 400</u>	<u>1 089 100</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 127 300	2 055 900
Rendement espéré des actifs	34 (1 811 700)	(1 737 800)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>315 600</u>	<u>318 100</u>
Charge de l'exercice	36 <u>1 525 000</u>	<u>1 407 200</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 517 300	2 041 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (1 811 700)	(1 737 800)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (294 400)	303 600
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	(423 400)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 2 714 200	2 718 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 36 063 784	35 133 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,20 %	5,20 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,20 %	5,20 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58 1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (439 900)	(499 900)
Charge de l'exercice	60 (83 700)	(44 300)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 96 900	104 300
Passif à la fin de l'exercice	62 (426 700)	(439 900)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (1 016 100)	(1 093 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 589 400	653 800
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (426 700)	(439 900)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	
	68	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)
	70	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 47 100	21 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres		
-	75	
-	76	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 47 100	21 800
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 36 600	22 500
Charge de l'exercice	79 <u>83 700</u>	<u>44 300</u>
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 17 300	(481 200)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 19	19
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 3,60 %	3,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 6,60 %	6,80 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87 2029	2029
Autres hypothèses économiques		
- Taux crois. coût hospital.	88 3	3
- Taux crois. autres frais méd.	89 5	5

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2016	2015
Cotisations des élus au RREM 97	7 982	7 766
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	27 237	26 170
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	10 192	8 996
100	37 429	35 166

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dette à long terme	1	37 504 777
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 614 183
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	713 851
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	4 128 801
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	35 276 308
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
	15	18 400
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	35 294 708
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	4 153 334
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	39 448 042
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	39 448 042
<hr/>		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
<hr/>		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
<hr/>		

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2016	2016	2016	2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	20 414 242	20 711 663	20 063 260
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	611 823	642 571	1 017 329
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	21 026 065	21 354 234	21 080 589
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 714 210	2 768 739	2 746 799
Égout	11	1 667 913	1 657 863	1 290 274
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 808 107	1 757 847	1 801 140
Autres				
-Fosses septiques	14	76 353	78 641	76 488
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	92 500	92 497	95 409
Service de la dette	18	265 473	267 545	406 185
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	6 624 556	6 623 132	6 416 295
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	6 624 556	6 623 132	6 416 295
	26	27 650 621	27 977 366	27 496 884

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	257 726	260 597	255 328
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	17 644	21 237	17 644
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	112	112	112
	31	275 482	281 946	273 084
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	630 346	638 017	706 286
Cégeps et universités	33	476 555	471 498	479 388
Écoles primaires et secondaires	34	646 610	697 369	637 695
	35	1 753 511	1 806 884	1 823 369
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	2 028 993	2 088 830	2 096 453
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	102 858	102 914	102 907
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	5 242	5 279	5 243
Taxes d'affaires	43			
	44	108 100	108 193	108 150
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	10 956	11 825	10 956
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	10 956	11 825	10 956
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	67 909	66 197	69 693
	50	67 909	66 197	69 693
	51	2 215 958	2 275 045	2 285 252

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		7 847	4 783
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54		633	633
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	123 903	31 056	11 002
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			4 974
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	12 843	13 635	25 191
Réseau de distribution de l'eau potable	68	116 402	292 555	282 986
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	116 196	35 802	12 835
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	150 000	157 180	148 471
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			11 847
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81		721	37 229
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82		422	
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	294 526	292 653	569 708
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	85 525	76 230	50 401
Autres	88	57 000	63 422	368 445
Réseau d'électricité	89			
	90	956 395	972 156	1 527 872

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91	60 029		100 000
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93	1 837 281		
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	468 790		330 591
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103	25 000		6 500
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	104 987		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	626 082		424 810
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	405 292		455 606
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124	642 523		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	650 284		70
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127		218 211	
Réseau d'électricité	128			
	129	4 820 268	218 211	1 317 577

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	449 618	471 734	449 618
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			8 996
	138	449 618	471 734	458 614
TOTAL DES TRANSFERTS	139	6 226 281	1 443 890	3 304 063

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	140	47 682	38 058	37 886
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	47 682	38 058	37 886
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	271 800	208 300	261 602
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	271 800	208 300	261 602
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149		71 840	71 840
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	26 300	26 300	23 617
Autres	153			
	154	26 300	98 140	23 617
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	10 000	8 696	14 956
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	2 469 245	2 961 210	2 530 477
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	2 479 245	2 969 906	2 545 433
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	189 363	189 363	171 899
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178	49 045	49 046	55 137
	179	238 408	238 409	227 036
Réseau d'électricité	180			
	181	3 063 435	3 552 813	3 095 574

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	60 559	82 732	74 631
Sécurité publique	183	408 000	425 645	471 597
Transport				
Réseau routier	184	57 672	91 138	68 797
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		29 787	30 690
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	1 132 888	1 035 836	1 151 997
Santé et bien-être	191	8 000	5 349	5 171
Aménagement, urbanisme et développement	192	30 360	30 755	31 061
Loisirs et culture	193	1 023 247	1 271 301	2 652 541
Réseau d'électricité	194			
	195	2 720 726	2 942 756	4 486 485
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	5 784 161	6 495 569	7 582 059
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	91 650	65 074	81 878
Droits de mutation immobilière	198	517 041	824 737	725 399
Droits sur les carrières et sablières	199	10 000	11 154	11 154
Autres	200			
	201	618 691	900 965	807 277
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	813 950	589 667	593 376
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	238 020	275 269	280 737
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(5 734)	(6 434)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			50 332
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			991 558
Autres contributions	211			
Autres	212	2 548 918	389 109	709 213
	213	2 548 918	383 375	1 744 669
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016	Réalizations 2016		Total	Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement				
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	792 382	803 714	10 331	814 045	814 045	760 722
Greffe et application de la loi	2	910 200	878 345	6 743	885 088	885 088	853 718
Gestion financière et administrative	3	1 458 413	1 455 858	45 758	1 501 616	1 501 616	1 391 057
Évaluation	4	509 319	745 229	23 664	768 893	768 893	528 047
Gestion du personnel	5	408 938	492 627	203	492 830	492 830	561 851
Autres							
- Autres	6	688 971	877 432	106 757	984 189	984 189	1 038 674
-	7						
	8	4 768 223	5 253 205	193 456	5 446 661	5 446 661	5 134 069
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	2 716 531	2 705 707	22 179	2 727 886	2 727 886	3 261 709
Sécurité incendie	10	2 109 304	2 090 756	135 529	2 226 285	2 226 285	2 565 535
Sécurité civile	11	19 080	10 670	1 597	12 267	12 267	16 255
Autres	12	177 807	181 446		181 446	181 446	159 234
	13	5 022 722	4 988 579	159 305	5 147 884	5 147 884	6 002 733
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 786 630	1 866 193	1 240 925	3 107 118	3 107 118	3 487 529
Enlèvement de la neige	15	2 569 070	2 669 582	84 699	2 754 281	2 754 281	2 536 333
Éclairage des rues	16	405 576	371 844	4 581	376 425	376 425	387 386
Circulation et stationnement	17	625 149	638 911	7 069	645 980	645 980	551 711
Transport collectif							
Transport en commun	18	59 735	59 735	1 867	61 602	61 602	60 971
Transport aérien	19	141 326	123 336	93 028	216 364	228 083	276 185
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	5 587 486	5 729 601	1 432 169	7 161 770	7 173 489	7 300 115

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	886 104	825 451	514 777	1 340 228	1 347 139
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 284 886	1 124 301	621 491	1 745 792	1 879 222
Traitement des eaux usées	25	521 223	509 399	711 070	1 220 469	1 244 255
Réseaux d'égout	26	1 059 642	939 393	886 371	1 825 764	1 875 229
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	415 553	405 027		405 027	449 220
Élimination	28	2 731 068	2 986 228	296 554	3 282 782	3 045 132
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	341 114	310 823		310 823	371 910
Tri et conditionnement	30	356 978	357 642	20 863	378 505	371 962
Matières organiques						
Collecte et transport	31	301 773	273 154		273 154	292 727
Traitement	32	67 720	66 318	28 919	95 237	48 939
Matériaux secs	33	120 000	128 865		128 865	80 964
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	30 482	30 132		30 132	30 114
Protection de l'environnement	38	78 000	53 863		53 863	41 452
Autres	39	75 000	51 000		51 000	88 304
	40	8 269 543	8 061 596	3 080 045	11 141 641	11 166 569
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	149 167	108 605		108 605	122 287
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	101 574	80 993		80 993	117 814
	44	250 741	189 598		189 598	240 101
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	756 793	644 719	10 813	655 532	660 330
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	100 000	73 990		73 990	
Autres biens	47					250 000
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	446 813	412 861	7 768	420 629	264 109
Tourisme	49	234 379	221 384	8 066	229 450	226 497
Autres	50	249				259
Autres	51					
	52	1 538 234	1 352 954	26 647	1 379 601	1 401 195

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	487 611	488 317	22 704	511 021	511 021	487 932
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 520 858	1 676 779	382 263	2 059 042	2 059 042	1 833 139
Piscines, plages et ports de plaisance	55	295 133	297 520	19 601	317 121	317 121	349 670
Parcs et terrains de jeux	56	1 183 467	1 167 003	557 587	1 724 590	1 724 590	1 622 598
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	129 408	404 889		404 889	404 889	113 576
	60	3 616 477	4 034 508	982 155	5 016 663	5 016 663	4 406 915
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	794 075	757 474	171 718	929 192	2 355 101	2 550 599
Bibliothèques	62	744 394	754 723	43 865	798 588	798 588	771 430
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	66 880	69 659		69 659	69 659	67 678
Autres ressources du patrimoine	64	10 830	11 261		11 261	11 261	9 695
Autres	65						281 005
	66	1 616 179	1 593 117	215 583	1 808 700	3 234 609	3 680 407
	67	5 232 656	5 627 625	1 197 738	6 825 363	8 251 272	8 087 322
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	986 832	964 509		964 509	1 002 014	1 134 676
Autres frais	70	114 000	122 755		122 755	122 755	135 716
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	351 400	352 200		352 200	352 200	340 600
Autres	72	2 400	2 597		2 597	20 768	26 302
	73	1 454 632	1 442 061		1 442 061	1 497 737	1 637 294
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		6 020 251	6 089 360	(6 089 360)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Rivière-du-Loup (ci-après « la ville »). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A113347

DATE 2017-04-28

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>28 125 231</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	147 865
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>147 865</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>27 977 366</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	27 977 366
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>15 264</u>
Total partiel		4	<u>27 992 630</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 293 896	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	92 497	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		<u>3 386 393</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>24 606 237</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1 <u>1 708 624 400</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2 <u>1 724 781 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>1 716 702 950</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>24 606 237</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>1 716 702 950</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6 1 , 4 3 3 3 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u> </u>

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	775 836	91 617	1 008 818
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		728	728
Conduites d'égout	4	1 220 369	54 281	1 140 864
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	551 184	445 873	259 984
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 627 648	952 664	1 647 748
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	173 229	58 360	58 360
Aires de stationnement	9	331 970	128 724	128 724
Parcs et terrains de jeux	10	598 192	433 773	229 389
Autres infrastructures	11	1 231 109	85 949	70 597
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	8 027 462	2 602 217	1 016 615
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 268 613	37 101	95 346
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	593 467	1 152 400	153 128
Ameublement et équipement de bureau	18	130 429	356 854	88 335
Machinerie, outillage et équipement divers	19	688 672	253 355	646 800
Terrains	20		44 738	30 461
Autres	21		124 173	
	22	18 218 180	6 698 634	6 388 085

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		91 617	1 004 900
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		728	728
Conduites d'égout	26		54 281	1 140 150
Autres infrastructures	27		2 105 343	2 197 156
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			3 918
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			714
Autres infrastructures	32			10 562
Autres immobilisations	33		4 446 665	2 030 685
	34		6 698 634	6 388 085

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	41 169 104	2 464 500	5 101 955	38 531 649
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	232 439		193 726	38 713
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	41 401 543	2 464 500	5 295 681	38 570 362
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	27 300		27 300	
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	6 719 420		1 272 837	5 446 583
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	28 936 423	2 464 500	3 138 495	28 262 428
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	35 683 143	2 464 500	4 438 632	33 709 011
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	323 490		323 490	
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	323 490		323 490	
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	323 490		323 490	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	5 394 910		533 559	4 861 351
Autres	23				
	24				
	25	5 718 400		857 049	4 861 351
	26	41 401 543	2 464 500	5 295 681	38 570 362
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	41 401 543	2 464 500	5 295 681	38 570 362

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	286 852	286 852	286 852
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	52 112	52 112	52 112
Sécurité civile	6			
Autres	7			44 823
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	226 764	226 764	226 764
Cours d'eau	13	30 132	30 132	30 132
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			213 013
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	98 088	98 088	98 088
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			93 003
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	32 233	32 233	32 233
Activités culturelles	23	85 352	85 352	85 352
Réseau d'électricité				
	24			
	25	811 533	811 533	811 533
				776 176

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	38,61	40,00	80 309,00	3 081 405	1 072 027	4 153 432
Professionnels	2						
Cols blancs	3	48,97	35,00	89 130,00	2 193 360	611 743	2 805 103
Cols bleus	4	40,27	40,00	83 761,00	2 249 763	639 973	2 889 736
Policiers	5						
Pompiers	6	19,56	40,00	40 695,00	864 507	112 041	976 548
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	147,41		293 895,00	8 389 035	2 435 784	10 824 819
Élus	9	7,00			200 753	51 436	252 189
	10	154,41			8 589 788	2 487 220	11 077 008

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	13 635				13 635
Réseau de distribution de l'eau potable	13	292 555				292 555
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	35 802				35 802
Autres	16	1 101 898				1 101 898
	17	1 443 890				1 443 890

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale																
Grefte et application de la loi	1	878 345	27		6 743	53		885 088	79		38 058	105		847 030	131	24 400
Évaluation	2	745 229	28		23 664	54		768 893	80		8 157	106		760 736	132	1 225
Autres	3	3 629 631	29		163 049	55		3 792 680	81		74 575	107		3 718 105	133	89 055
	4	5 253 205	30		193 456	56		5 446 661	82		120 790	108		5 325 871	134	114 680
Sécurité publique																
Police	5	2 705 707	31		22 179	57		2 727 886	83		143 067	109		2 584 819	135	63 030
Sécurité incendie	6	2 090 756	32		135 529	58		2 226 285	84		489 059	110		1 737 226	136	31 095
Sécurité civile	7	10 670	33		1 597	59		12 267	85			111		12 267	137	
Autres	8	181 446	34			60		181 446	86		1 819	112		179 627	138	
	9	4 988 579	35		159 305	61		5 147 884	87		633 945	113		4 513 939	139	94 125
Transport																
Réseau routier																
Voirie municipale	10	1 866 193	36		1 240 925	62		3 107 118	88		88 570	114		3 018 548	140	194 523
Enlèvement de la neige	11	2 669 582	37		84 699	63		2 754 281	89		62 995	115		2 691 286	141	44 330
Autres	12	1 010 755	38		11 650	64		1 022 405	90		7 265	116		1 015 140	142	18 727
Transport collectif	13	183 071	39		94 895	65		277 966	91		30 448	117		247 518	143	
Autres	14		40			66			92			118			144	
	15	5 729 601	41		1 432 169	67		7 161 770	93		189 278	119		6 972 492	145	257 580
Hygiène du milieu																
Eau et égout																
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																
Réseau de distribution de l'eau potable	16	825 451	42		514 777	68		1 340 228	94		8 696	120		1 331 532	146	117 897
Traitement des eaux usées	17	1 124 301	43		621 491	69		1 745 792	95		24 077	121		1 721 715	147	197 518
Réseaux d'égout	18	509 399	44		711 070	70		1 220 469	96			122		1 220 469	148	4 097
Autres	19	939 393	45		886 371	71		1 825 764	97		24 869	123		1 800 895	149	220 336
Matières résiduelles																
Déchets domestiques et assimilés	20	3 391 255	46		296 554	72		3 687 809	98		3 872 005	124		(184 196)	150	157 844
Matières recyclables	21	1 136 802	47		49 782	73		1 186 584	99		76 095	125		1 110 489	151	5 318
Autres	22		48			74			100			126			152	
Cours d'eau	23	30 132	49			75		30 132	101			127		30 132	153	
Protection de l'environnement	24	53 863	50			76		53 863	102			128		53 863	154	
Autres	25	51 000	51			77		51 000	103			129		51 000	155	
	26	8 061 596	52		3 080 045	78		11 141 641	104		4 005 742	130		7 135 899	156	703 010

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	108 605	172		187	108 605	202		217	108 605	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	80 993	174		189	80 993	204	5 349	219	75 644	234	3 447
	160	189 598	175		190	189 598	205	5 349	220	184 249	235	3 447
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	644 719	176	10 813	191	655 532	206		221	655 532	236	17 580
Rénovation urbaine	162	73 990	177		192	73 990	207		222	73 990	237	
Promotion et développement économique	163	634 245	178	15 834	193	650 079	208	30 755	223	619 324	238	586
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	1 352 954	180	26 647	195	1 379 601	210	30 755	225	1 348 846	240	18 166
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	4 034 508	181	982 155	196	5 016 663	211	1 387 941	226	3 628 722	241	208 648
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	754 723	182	43 865	197	798 588	212	44 088	227	754 500	242	19 909
Autres	168	838 394	183	171 718	198	1 010 112	213	77 681	228	932 431	243	22 496
	169	5 627 625	184	1 197 738	199	6 825 363	214	1 509 710	229	5 315 653	244	251 053
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215		230		245	
	171	31 203 158	186	6 089 360	201	37 292 518	216	6 495 569	231	30 796 949	246	1 442 061

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1	78 179	115 097
Charges sociales	2	18 996	22 561
Biens et services	3	6 601 459	6 210 158
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 698 634	6 347 816

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Gamache, Gaéтан	68 626	18 486
Bastille, Mario	13 383	6 692
Drapeau, Steeve	13 383	6 692
Minville, Jacques	13 383	6 692
Plourde, Gérald	13 383	6 692
Vignet, Syvlie	13 383	6 692
Pouliot, Jérémie	13 383	6 692

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 901 117	1 952 829
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		(1)
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 901 117	1 952 828
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	683 134	810 572
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(103 358)	(374 769)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(422 951)	(187 514)
Réserves financières et fonds réservés	8	(300 000)	(300 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(143 175)	(51 711)
Solde à la fin de l'exercice	12	1 757 942	1 901 117
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 410 560	2 253 624
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 410 560	2 253 624
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(300 333)	(629 739)
Activités d'investissement	17	(125 198)	(400 839)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	422 951	187 514
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(2 580)	(843 064)
Solde à la fin de l'exercice	22	1 407 980	1 410 560
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	2 757 814	2 567 517
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(1)	(216 394)
Solde redressé au début de l'exercice	25	2 757 813	2 351 123
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	744 915	834 007
Activités d'investissement	27	(1 148 659)	(871 164)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	300 000	300 000
Financement des investissements en cours	29	65 598	143 848
	30	(38 146)	406 691
Solde à la fin de l'exercice	31	2 719 667	2 757 814

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016		2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir				
Solde au début de l'exercice	32	(3 599 949 )	(	3 574 941)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33			
Solde redressé au début de l'exercice	34	(3 599 949 )	(	3 574 941)
Affectations				
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	(7 284 )	(	302 220)
Activités de fonctionnement - Diminution	36	54 540		113 512
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37	()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	168 700		163 700
Solde à la fin de l'exercice	39	(3 383 993 )	(	3 599 949)
Financement des investissements en cours				
Solde au début de l'exercice	40	(441 692)		(588 800)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41			(1)
Solde redressé au début de l'exercice	42	(441 692)		(588 801)
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	(1 281 253)		290 957
Virements				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44			
Excédent de fonctionnement affecté	45			
Réserves financières et fonds réservés	46	(65 598)		(143 848)
	47	(1 346 851)		147 109
Solde à la fin de l'exercice	48	(1 788 543)		(441 692)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
Solde au début de l'exercice	49	100 125 021		96 572 889
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50			
Solde redressé au début de l'exercice	51	100 125 021		96 572 889
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement	52			
Excédent de fonctionnement affecté	53			
Financement à long terme des activités d'investissement	54	(2 464 500 )	(	2 197 000)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55			
Variation résiduelle de l'exercice	56	5 385 864		5 749 132
Solde à la fin de l'exercice	57	103 046 385		100 125 021

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>5 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>Régl 1885</u> 2	300 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>5 800 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u><u>5 800 000</u></u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 1 , □ 0 □ 1 □ 9 □ 2 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 0 □ 6 □ 2 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 7 □ 8 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 9 □ 3 □ 7 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 8 □ 9 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 1 , □ 0 □ 1 □ 9 □ 2 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
 (Montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	2 | 0 | 5	,	0 | 0	\$
Égout	2	1 | 5 | 0	,	0 | 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	1 | 3 | 7	,	0 | 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Assinissement des eaux usées	,0040	1	
Dette ancien Rivière-du-Loup	,0210	1	
Puits en alimentation	,0180	1	
Vidanges des fosses septiques	93,0000	4	Unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9	132 601 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10	430 529 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	15 264 \$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	42 093 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	200	22 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	21 395 209
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	519 154
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	21 914 363

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 813 032
Égout	11	1 745 839
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 826 871
Autres		
- Fosses septiques	14	78 470
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	92 500
Service de la dette	18	268 472
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	6 825 184
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	6 825 184
	26	28 739 547

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	255 462
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	21 237
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	112
	5	276 811

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	680 254
Cégeps et universités	7	501 879
Écoles primaires et secondaires	8	724 684
	9	1 906 817

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	2 183 628

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	106 118
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	5 279
Taxes d'affaires	17	
	18	111 397

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	10 990
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	10 990

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	69 668
	24	69 668
	25	2 375 683

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 194 382 008	X 5 0,9990	/100\$ 6 11 931 876				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 174 345 067	X 8 1,0410	/100\$ 9 1 814 514				
Immeubles non résidentiels	10 368 948 474	X 11 1,7500	/100\$ 12 6 456 598				
Immeubles industriels	13 59 093 050	X 14 1,9080	/100\$ 15 1 127 513				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 7 216 600	X 20 1,8900	/100\$ 21 136 394				
Immeubles agricoles	22 7 185 800	X 23 0,9990	/100\$ 24 71 786				
Total			25 21 538 681	26 (143 472)	27 ()	28	29 21 395 209
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18				
Autres 19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47				
Autres 48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 | 0 | 5	,	0 | 0	\$
Égout	2	1 | 5 | 5	,	0 | 0	\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	1 | 3 | 7	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Assainissement des eaux usées	0,0010	1	
Dette ancien Rivière-du-Loup	0,0200	1	
Puits en alimentation	0,0130	1	
Vidanges des fosses septiques	93,0000	7	unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	28 739 547
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	.....
Total partiel		4	<u>28 739 547</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		3 307 976
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		92 500
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10	<u>3 400 476</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		11	<u>25 339 071</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel 1 25 339 071

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale 2 1 811 170 999

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		1
--	--	---

 ,

3	9	9	0
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	6 456 598	1 127 513		136 394	1 814 514	71 786
De secteur	2	112 864	16 457			50 046	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	171 773	10 421			4 242	
Autres	5	885 606	590 404			1 395 702	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	7 626 841	1 744 795		136 394	3 264 504	71 786

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	11 931 876		(143 472)	21 395 209
De secteur	10	339 787			519 154
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	82 036			268 472
Autres	13	3 592 500			6 464 212
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	15 946 199		(143 472)	28 647 047

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	42 212 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	38 622 554 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	4 588 127 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	1 102 627 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	4 650 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 65, rue de l'Hôtel-de-Ville
(no) (rue)
Rivière-du-Loup, Qc G5R 3Y7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 867-6700
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 862-2107
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@ville.riviere-du-loup.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Marie Lapointe

Téléphone (418) 867-6711
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 862-2107
(ind. rég.) (numéro)

Courriel marie.lapointe@ville.riviere-du-loup.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette S.E.N.C.R.L.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 107, rue de l'Hôtel-de-Ville
(no) (rue)
Rivière-du-Loup, Qc G5R 4P9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 862-0495
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 862-0768
(ind. rég.) (numéro)

Courriel christine.desrosiers@mallette.ca

Responsable du dossier Christine Desrosiers, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Marie Lapointe , atteste que le rapport financier consolidé de Rivière-du-Loup pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-08 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Rivière-du-Loup .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Rivière-du-Loup consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Rivière-du-Loup détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 1 778 762 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,4333 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-05-08 11:35:18

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2016

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Rivière-du-Loup

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Réalizations 2015		Budget 2016	Réalizations 2016		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	40 777 474	39 599 916	40 292 560	41 739 848	
Investissement	2	1 617 106	6 512 346	48 586	266 797	
	3	42 394 580	46 112 262	40 341 146	42 006 645	
Charges	4	39 208 431	38 144 488	38 734 579	40 227 883	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	3 186 149	7 967 774	1 606 567	1 778 762	
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 617 106 ) (	6 512 346 ) (	48 586 ) (	218 211 ) (	266 797)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 569 043	1 455 428	1 557 981	(46 016)	1 511 965
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	6 076 025	6 020 251	6 089 360	180 974	6 270 334
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	5 475 726 ) (	4 775 956 ) (	4 931 836 ) (	40 355 ) (	4 972 191)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	1 610 835 ) (	1 624 758 ) (	1 771 049 ) (	7 067 ) (	1 778 116)
Excédent (déficit) accumulé	12	195 508	(1 139 965)	(388 480)		(388 480)
Autres éléments de conciliation	13	56 557	65 000	127 158		127 158
	14	(758 471)	(1 455 428)	(874 847)	133 552	(741 295)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	810 572		683 134	87 536	770 670

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2015	2016		2015
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Encaisse	1	7 340 971	7 219 881	7 649 232	7 706 482
Débiteurs	2	6 824 018	5 531 968	5 610 632	6 879 318
Placements de portefeuille	3	1 004 537	1 046 822	1 046 822	1 004 537
Autres	4	131 180	131 180	131 180	131 180
	5	15 300 706	13 929 851	14 437 866	15 721 517
Passifs					
Dette à long terme	6	40 311 941	37 504 777	38 255 727	41 103 246
Passif au titre des avantages sociaux futurs	7	513 700	469 000	469 000	513 700
Autres	8	9 509 622	9 892 932	10 325 390	10 010 970
	9	50 335 263	47 866 709	49 050 117	51 627 916
Actifs financiers nets (dette nette)	10	(35 034 557)	(33 936 858)	(34 612 251)	(35 906 399)
Actifs non financiers					
Immobilisations	11	136 464 964	137 045 406	138 141 000	137 617 359
Autres	12	722 464	650 890	721 556	760 583
	13	137 187 428	137 696 296	138 862 556	138 377 942
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	14	1 901 117	1 757 942	1 781 659	1 828 872
Excédent de fonctionnement affecté	15	1 410 560	1 407 980	1 429 381	1 440 387
Réserves financières et fonds réservés	16	2 757 814	2 719 667	2 719 667	2 730 019
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	17 (	3 599 949 ) (	3 383 993 ) (	3 383 993 ) (	3 572 154)
Financement des investissements en cours	18	(441 692)	(1 788 543)	(1 687 438)	(441 692)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	19	100 125 021	103 046 385	103 391 029	100 486 111
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	20				
	21	102 152 871	103 759 438	104 250 305	102 471 543

Extrait du rapport financier, pages S11, S20 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Programme technique de restaur	22	41 890	8 314
- Réclamations dommages et intér	23	75 000	
- Développement durable	24	39 871	39 871
- Fonds industriel	25	347 283	296 951
- ex. RDL photos aériennes	26	97 571	87 570
- Avantages sociaux futurs	27	313 860	313 860
- SQAÉ, aqueduc, égout	28	337 326	476 037
- Fds verts, comp. rec. red. éli	29	155 179	187 957
-	30		
	31	1 407 980	1 410 560
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	32	21 401	29 827
	33	1 429 381	1 440 387
Réserves financières et fonds réservés - Administration municipale			
	34	2 719 667	2 757 814
Réserves financières et fonds réservés - Organismes contrôlés¹			
	35		(27 795)
	36	4 149 048	4 170 406

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S11 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	35 276 308
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	39 448 042

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
		Total	Total
		consolidé	consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		27 300
Montant à la charge des contribuables	5	33 709 011	35 655 843
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	6	4 861 351	5 718 400
Autres	7		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	8		
	9	38 570 362	41 401 543

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016	
		Administration	Administration	Administration	Total
		municipale	municipale	municipale	consolidé
Fonctionnement					
Taxes	10	27 496 884	27 650 621	27 977 366	27 977 366
Compensations tenant lieu de taxes	11	2 285 252	2 215 958	2 275 045	2 275 045
Quotes-parts	12				
Transferts	13	1 684 625	1 406 013	1 443 890	1 722 521
Services rendus	14	6 194 471	5 784 161	6 495 569	7 660 030
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	15	1 400 653	1 432 641	1 490 632	1 490 632
Autres	16	1 715 589	1 110 522	610 058	614 254
	17	40 777 474	39 599 916	40 292 560	41 739 848
Investissement					
Taxes	18				
Quotes-parts	19				
Transferts	20	1 311 077	4 820 268		218 211
Autres	21	306 029	1 692 078	48 586	48 586
	22	1 617 106	6 512 346	48 586	266 797
	23	42 394 580	46 112 262	40 341 146	42 006 645

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	4 768 223	5 253 205	193 456	5 446 661	5 446 661	5 134 069
Sécurité publique							
Police	2	2 716 531	2 705 707	22 179	2 727 886	2 727 886	3 261 709
Sécurité incendie	3	2 109 304	2 090 756	135 529	2 226 285	2 226 285	2 565 535
Autres	4	196 887	192 116	1 597	193 713	193 713	175 489
Transport							
Réseau routier	5	5 386 425	5 546 530	1 337 274	6 883 804	6 883 804	6 962 959
Transport collectif	6	201 061	183 071	94 895	277 966	289 685	337 156
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	3 751 855	3 398 544	2 733 709	6 132 253	6 132 253	6 345 845
Matières résiduelles	9	4 334 206	4 528 057	346 336	4 874 393	4 874 393	4 660 854
Autres	10	183 482	134 995		134 995	134 995	159 870
Santé et bien-être	11	250 741	189 598		189 598	189 598	240 101
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	756 793	644 719	10 813	655 532	655 532	660 330
Promotion et développement économique	13	681 441	634 245	15 834	650 079	650 079	490 865
Autres	14	100 000	73 990		73 990	73 990	250 000
Loisirs et culture	15	5 232 656	5 627 625	1 197 738	6 825 363	8 251 272	8 087 322
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 454 632	1 442 061		1 442 061	1 497 737	1 637 294
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	32 124 237	32 645 219	6 089 360	38 734 579	40 227 883	40 969 398
Amortissement des immobilisations	20	6 020 251	6 089 360	(6 089 360)			
	21	38 144 488	38 734 579		38 734 579	40 227 883	40 969 398

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3